

Numéro 22 - 2 juin 2018

**Unis contre le G7**

## **Tous contre le G7!**

### **Non à l'offensive néolibérale antisociale, à la régression et à la guerre!**



Manifestation à Québec le 5 avril 2018 contre le sommet du G7 à La Malbaie

**Unis contre le G7**

- **Tous contre le G7! Non à l'offensive néolibérale antisociale, à la régression et à la guerre!**

**Le gouvernement Trudeau achète le pipeline Trans Mountain dans un stratagème à grande échelle pour payer les riches**

- **Pas de consentement! Pas de sauvetage! Pas de pipeline! Arrêtez de payer les riches!**
- **Les soi-disant avantages du projet d'agrandissement de Trans Mountain - *Peggy Morton***
- **Rassemblement militant contre le rachat du pipeline Trans Mountain par le gouvernement fédéral**
- **Opposition militante au Québec au diktat de Kinder Morgan et du gouvernement Trudeau**

### Pas de port pour la guerre!

- Les résidents d'Halifax disent non aux navires de guerre étrangers et à la présence militaire accrue des États-Unis dans l'océan Atlantique - *Yi Nicholls*
- Opposition à la foire aux armes de CANSEC à Ottawa
- La Colombie devient officiellement un «partenaire mondial» de l'OTAN
- Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes Zone de Paix

### Élections à Cuba et intervention étrangère dans l'ordre démocratique en Amérique latine et Caraïbes

- Réunion à Ottawa avec la nouvelle ambassadrice de Cuba au Canada
- Le peuple vénézuélien défie les menaces et le chantage impérialistes et réélit Nicolas Maduro à la présidence - *Margaret Villamizar*
- Le gouvernement du Canada interdit l'entrée à l'équipe de volleyball des Forces armées nationales boliviennes

### Supplément

#### Le 60e anniversaire du NORAD

- Démanteler le NORAD est plus urgent que jamais

---

### Unis contre le G7

**Tous contre le G7! Non à l'offensive néolibérale antisociale, à la régression et à la guerre!**

### Actions contre le G7 à Québec



[Cliquez pour agrandir](#)

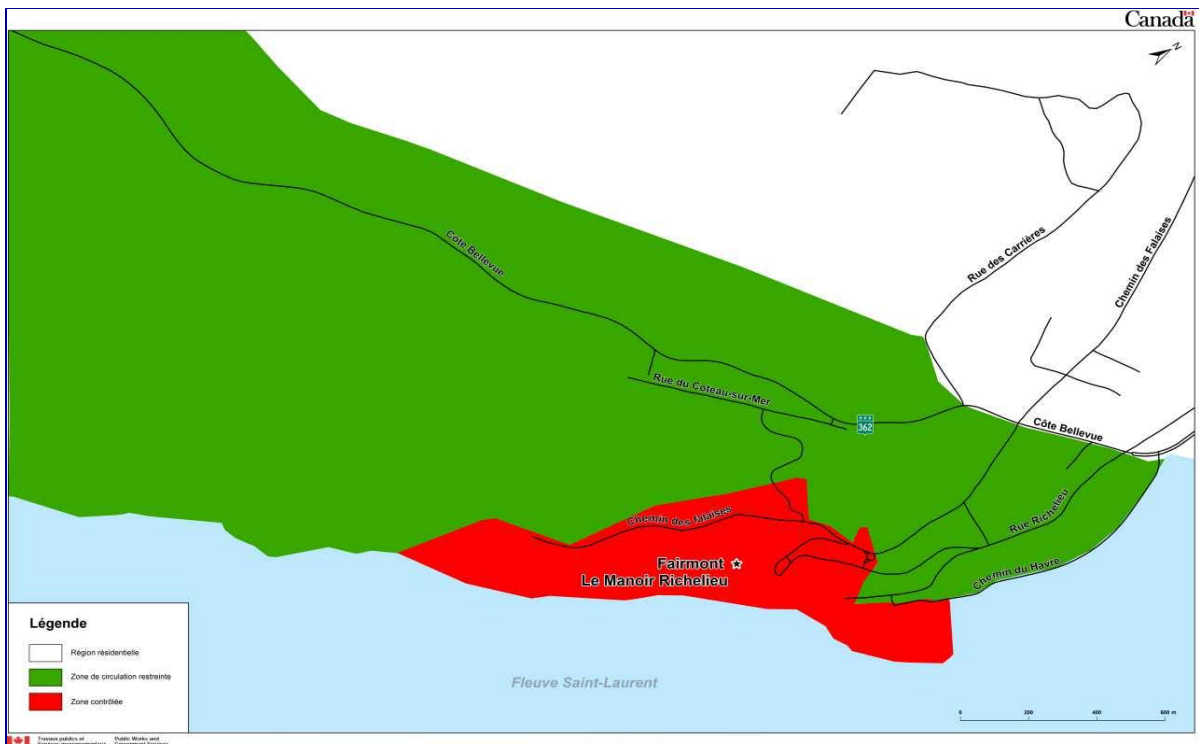
### CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

Le Canada est l'hôte du Sommet du G7 qui aura lieu au luxueux Fairmount Manoir Richelieu à La Malbaie, dans la région de Charlevoix au Québec. Le sommet est précédé de rencontres ministérielles.

La Malbaie est une petite municipalité de 8000 habitants située à 150 kilomètres au nord-est de

Québec. Les environs du sommet ont été entourés d'une clôture de 3,7 kilomètres de long et de 3,5 mètres de haut, ancrée dans des poteaux de ciment enfoncés 46 centimètres dans le sol. La clôture a coûté 3,8 millions \$. Une prison temporaire sera établie près de l'aréna de Clermont, une municipalité voisine, au coût de 1 million \$, selon la station de radio locale CIHO. Le budget pour les événements du G7 sera de 600 millions \$, soit : 259 millions \$ pour la sécurité, plus de 35 millions \$ pour la Défense nationale, 2 millions \$ pour le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et 1 million \$ pour l'Agence des services frontaliers du Canada.

Ainsi, ce Sommet du G7, comme celui du G8 à Huntsville en 2010 et du Sommet du G20 de Toronto qui l'a suivi, les médias et la police essaient de créer de la peur et de l'incertitude par rapport aux manifestations afin de démobiliser le peuple et justifier la répression des droits au nom de la sécurité publique. Ils agissent ainsi en dépit du fait que ce sont les politiques néolibérales antisociales et antinationales des pays du G7 qui répandent la destruction dans le monde au moyen de l'agression économique et militaire.



[Cliquez sur la carte pour agrandir](#)

Le réseau cellulaire de Bell a aussi été amélioré dans la région pour satisfaire aux besoins de l'organisation des sommets. La fibre optique a aussi fait son apparition à La Malbaie qui possède maintenant une connexion internet plus rapide.

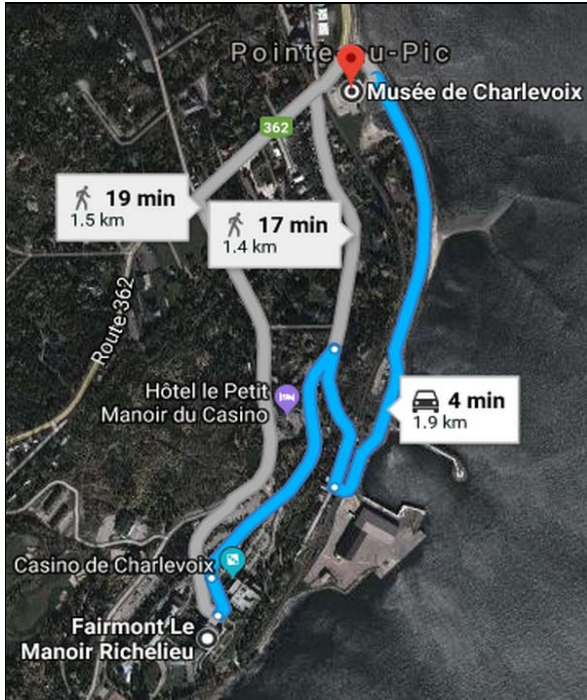
La GRC a confirmé qu'une soi-disant « zone de libre expression » sera établie dans un « terrain vacant » derrière le Musée de Charlevoix qui est situé à près de deux kilomètres de l'hôtel où le sommet aura lieu. Pendant ce temps, pour détourner l'attention de ce qu'est le G7 et de l'opposition des Canadiens à l'offensive néolibérale antisociale que ces sommets mettent de l'avant, les médias parlent de possibles confrontations violentes. Les organisations qui se sont engagées dans l'organisation d'actions d'opposition ont bien fait savoir qu'elles vont s'exprimer contre le G7 et fournir de l'information sur les alternatives à son ordre du jour. [1]

L'exclusion du peuple de la prise de décision est partout présente dans le programme officiel du G7. La réalité contredit les prétentions du premier ministre Justin Trudeau qui affirme que le Sommet vise à « trouver des solutions concrètes en vue de promouvoir l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes, l'énergie propre et la croissance économique profitable à tous ». Selon Trudeau, « en tant que partenaires du G7, nous avons la responsabilité commune de nous assurer que tous les citoyens tirent avantage de notre économie mondiale, ainsi que de laisser un monde plus sain, pacifique et sûr à nos enfants et petits-enfants ».[2]

La réalité est que les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres à cause des stratagèmes néolibéraux supranationaux pour payer les riches, et le Canada et les autres pays du G7 essaient de détourner l'attention de cette réalité en parlant d'une « relance économique » prochaine et autres choses du genre. De plus,, les frasques du président américain Donald Trump, qui, à la veille du Sommet, a imposé des tarifs « pour des motifs de sécurité nationale » sur l'acier et sur l'aluminium importés par les États-Unis du Canada, du Mexique et de l'Union européenne, placent son ordre du jour à l'avant-scène et non celui de Trudeau.

« Les guerres commerciales sont en train d'usurper un sommet qui devait initialement être une occasion de vanter les succès de la reprise économique mondiale et elles testent sévèrement la résilience de l'alliance économique occidentale représentée par le G7, écrit l'agence Bloomberg News. Le FMI prévoit que l'économie mondiale va croître cette année et l'an prochain à son rythme le plus rapide depuis 2011. » Le président Trump vient détourner l'attention de tout cela en faveur des oligopoles de la sphère d'influence de l'impérialisme américain.

Quel que soit le thème central de la rencontre du G7, cela ne change rien au fait qu'il est inacceptable que le petit nombre de pays qui comprennent le G7 décident du sort des peuples du monde. Même un coup d'oeil rapide sur le site Web du sommet montre quels procédés régressifs suivent ces sommets internationaux pour priver de pouvoir les peuples du monde et faire en sorte que leurs préoccupations et revendications soient bloquées. À cet égard, la préoccupation première des peuples est que ces sommets se tiennent dans leur dos. Les décisions antisociales et



**Carte montrant la distance entre la « zone de libre expression » et le site du sommet**

antinationales qui seront prises au détriment des peuples vont être condamnées vigoureusement et les peuples du monde vont poursuivre leurs efforts pour changer la situation en leur faveur.

***Tout en oeuvre pour dénoncer le G7 !  
Non à l'offensive néolibérale antisociale, à la régression et à la guerre !***

**Notes**

1. Le Conseil des Canadiens soutient que « l'ensemble du Canada devrait être une 'zone de libre d'expression' et que c'est une violation des droits démocratiques que de garder les personnes qui veulent protester et s'exprimer sur les questions essentielles à l'ordre du jour hors de vue des dirigeants qui prennent des décisions touchant leur vie (à souligner que les décisions du G7 entourant les changements climatiques nous affectent tous et toutes) ».

Le Conseil informe qu'au 9 mai, 23 097 personnes avaient signé sa pétition contre la présence du président américain Donald Trump au Canada pour participer au sommet du G7.

Plusieurs groupes de la société civile appellent les organisations et le public à se mobiliser pour s'opposer aux politiques des dirigeants des sept pays les plus riches de la planète. Les activités organisées comprennent des rassemblements et des activités d'éducation populaire à Charlevoix. Une manifestation contre le G7 et pour l'ouverture des frontières aura lieu au Parc des Braves à Québec le jeudi 7 juin à 18 h ; il y aura d'autres actions le vendredi 8 juin à partir de 7 h 30 et le samedi 9 juin il y aura une marche, un forum alternatif et un spectacle, le tout dans la région de Québec. Le samedi 9 juin, le forum se déroulera de 10 h à 22 h, dans le parc de la fontaine de Tourny devant l'Assemblée nationale. Une manifestation est prévue à compter de 15 h à partir de ce point de ralliement.

« Nous lançons un appel à participer à cette mobilisation avec comme objectif d'exprimer une vision du développement économique et social respectueux des peuples et de la planète. Nous voulons présenter à la population une alternative au système que nous proposent les représentants des pays les mieux nantis », explique Christian Page, représentant de la Coalition pour un forum alternatif au G7.

« Le G7 fait partie du problème en favorisant la concentration du pouvoir et de la richesse entre les mains d'une élite économique de plus en plus restreinte. Pendant que les dirigeants se pavanent devant les caméras, les véritables problèmes que les États devraient régler sont mis de côté et c'est la population qui en souffre », affirme Marie-Ève Duchesne, porte-parole des groupes de Québec mobilisés contre le G7.

La coalition souligne les impacts négatifs des politiques néolibérales qui selon elle s'accroissent avec l'élection de Donald Trump à la présidence américaine. « Ce que propose Trump, c'est d'établir une nouvelle phase de l'offensive néolibérale. Sa politique est basée sur plus d'exploitation des énergies fossiles, plus de guerres commerciales et moins de réglementation pour les entreprises, et les positions du gouvernement Trudeau ne constituent pas une alternative valable à celles de Trump sur ce plan », dit Page.

« Nos revendications sont claires. Il faut s'attaquer à la crise climatique et à la perte de la biodiversité, lutter contre l'accaparement de la richesse et atteindre la justice sociale, interdire les paradis fiscaux et poursuivre les entreprises et les individus qui y ont recours, combattre l'exclusion des populations racisées et enrayer les courants racistes et d'extrême-droite, en plus de reconnaître le droit à l'autodétermination des peuples autochtones », déclare Duchesne.

2. Les thèmes principaux du gouvernement Trudeau pour le sommet du G7 sont :

- Investir dans la croissance économique qui profite à tout le monde
- Se préparer aux emplois de l'avenir
- Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- Travailler ensemble à l'égard des changements climatiques, des océans et de l'énergie propre
- Construire un monde plus pacifique et plus sûr

Les positions réactionnaires et hypocrites sur ces sujets et d'autres sujets connexes peuvent être consultées sur le [site Web du Sommet](#).

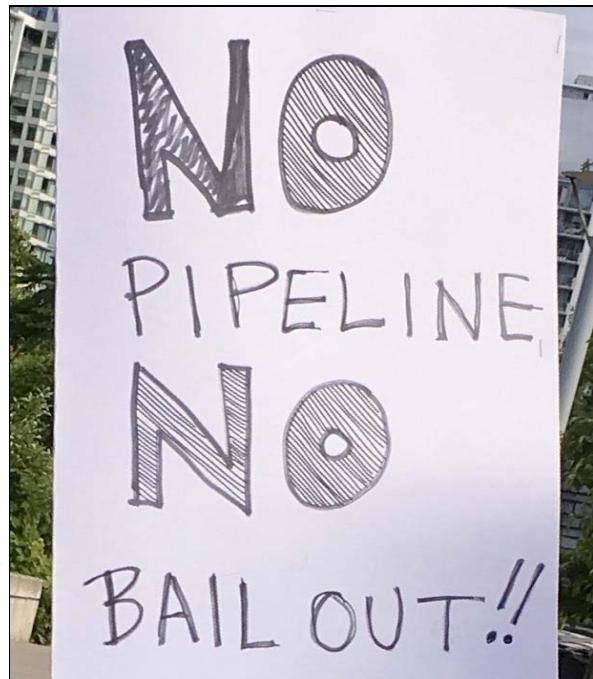
---

**Le gouvernement Trudeau achète le pipeline Trans Mountain dans un stratagème à grande échelle pour payer les riches**

**Pas de consentement! Pas de sauvetage!  
Pas de pipeline! Arrêtez de payer les riches!**

Le 29 mai, le ministre des Finances Bill Morneau et le ministre des Ressources naturelles Jim Carr ont annoncé que le gouvernement fédéral a conclu une entente avec Kinder Morgan pour acheter le projet d'expansion Trans Mountain et les actifs associés de pipelines et de terminaux, pour la somme de 4,5 milliards \$. La transaction doit être finalisée en août 2018. L'accord comprend des garanties de prêt du fédéral pour que la construction se poursuive dans les mois qui viennent, lit-on dans le communiqué.

Selon le gouvernement, l'achat comprend une partie de l'infrastructure et des accords et contrats associés nécessaires à la construction du deuxième pipeline appelé TMX, qui fait l'objet de contestations et dans lequel Kinder Morgan dit avoir investi 1,1 milliard \$. L'achat ne comprend pas les réservoirs de stockage de Kinder Morgan et les installations connexes en Alberta. Si le gouvernement construit le TMX en ayant recours à des entreprises privées de construction, cela lui coûtera 7,4 milliards \$ de plus.



Le gouvernement a dit qu'il n'entend pas être le propriétaire à long terme de Trans Mountain et qu'il va continuer de chercher un acheteur. « Pour faciliter le transfert du droit de propriété, nous offrirons une indemnité fédérale en vue de protéger tout nouveau propriétaire contre les coûts associés aux retards motivés sur le plan politique, lit-on dans le communiqué. La province de l'Alberta appuiera également le projet en offrant un fonds d'urgence pour tous les coûts imprévus, au besoin. En revanche, l'Alberta recevra une valeur qui est comparable à celle de sa contribution. » La première ministre de l'Alberta Rachel Notley a confirmé peu après que son gouvernement va contribuer une somme pouvant atteindre 2 milliards \$.

L'État et le trésor public vont assumer tous les risques et garantir les investissements et les profits de Kinder Morgan et d'autres monopoles de l'énergie mondiaux, en particulier ceux qui ont des contrats liés à la construction du pipeline Trans Mountain agrandi.

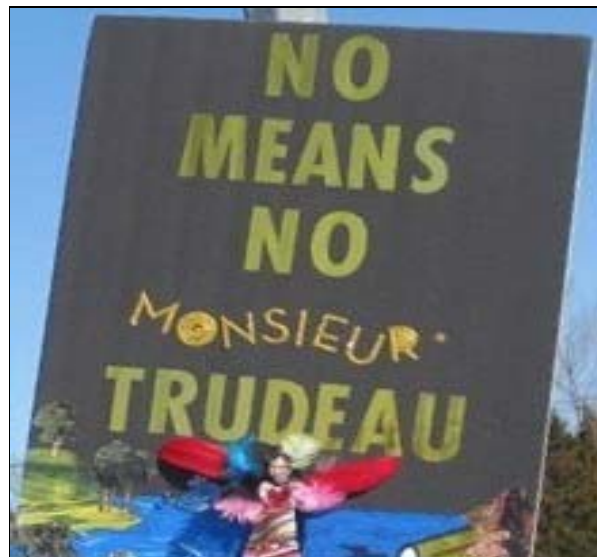


Trudeau et Notley affirment qu'ils agissent ainsi pour « protéger les emplois ». Selon le gouvernement fédéral, l'accord va éliminer « l'incertitude pour les familles dont la sécurité financière dépend de la progression de ce projet cette année ». La première ministre albertaine a réagi à l'annonce en disant aux travailleurs, « prenez vos outils, nous avons un pipeline à construire ». Dans une réplique un peu sardonique, un commentateur a dit que ce que Notley avait voulu dire, c'est : « Kinder Morgan, prenez votre chèque, vous avez de l'argent du gouvernement à encaisser ! »

### **Pas de consentement, pas de pipeline !**

La décision du gouvernement Trudeau n'a pas été applaudie partout et elle n'a certainement rien fait pour éliminer l'« incertitude » qui entoure ce projet. Une manifestation de plus de 1000 personnes pour dénoncer ce stratagème pour payer les riches a tout de suite été organisée à Vancouver. Les nations autochtones continuent de maintenir leur position: « pas de consentement, pas de pipeline ». Le grand chef de l'Union des chefs indiens de Colombie-Britannique Stewart Phillip a dit : « Nous sommes renversés et consternés que le Canada soit prêt à investir l'argent des contribuables dans un projet d'expansion de combustibles fossiles aussi controversé. Non c'est Non ! Le projet n'a pas le consentement qu'il requiert, et nous ne l'acceptons pas, peu importe qui va acheter ce pipeline funeste et hors de prix. »

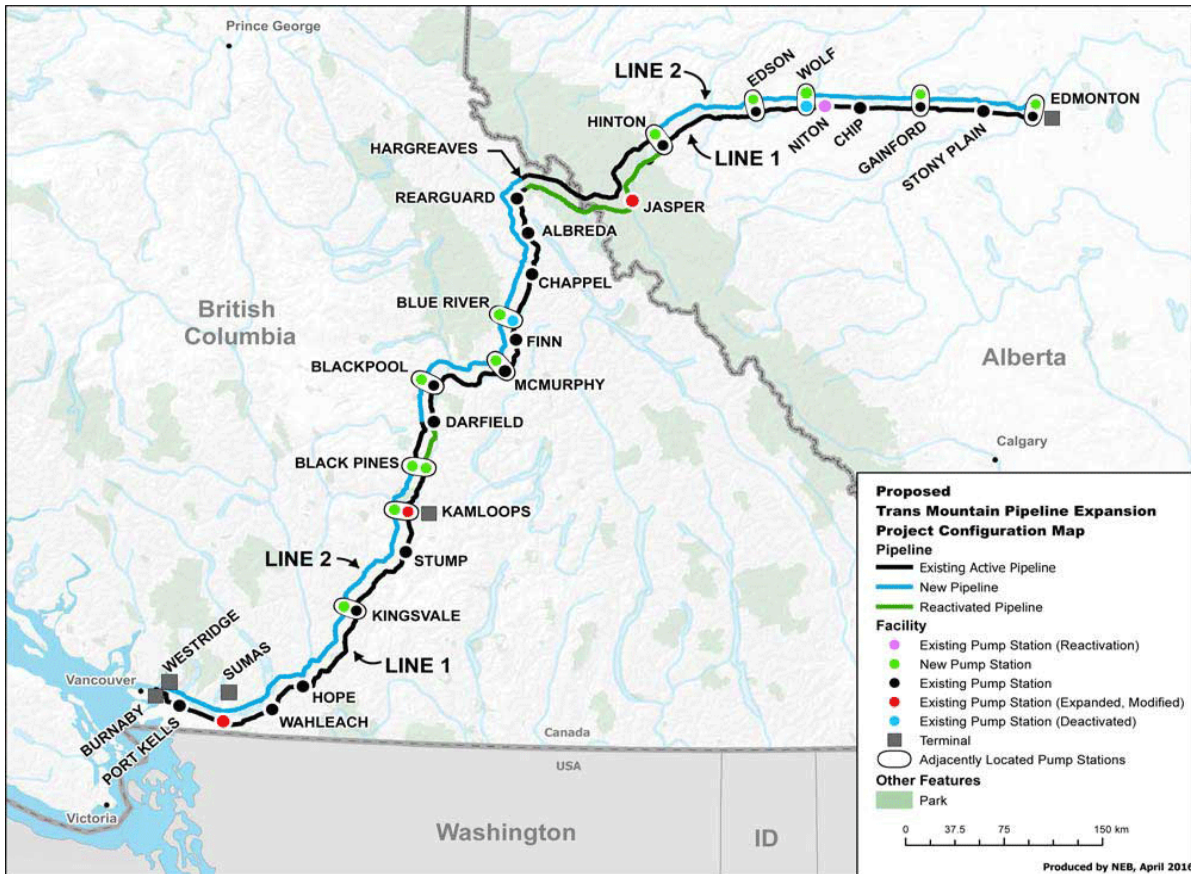
L'opposition des gens de Colombie-Britannique et la préoccupation pour la protection des eaux côtières sont toujours vivaces. Le premier ministre de Colombie-Britannique John Horgan dit que sa position n'a pas changé bien que la teneur des négociations sera peut-être différente. Beaucoup de gens en Alberta continuent de s'opposer à l'expédition de bitume brut et expriment leur opposition de diverses manières. Ils font valoir qu'on pourrait faire des investissements prosociaux et d'édification nationale avec cette somme globale de 11,5 milliards \$ plutôt que de payer les riches pour renforcer encore plus l'exportation des ressources naturelles.



L'achat de Trans Mountain par le gouvernement fédéral n'a résolu aucun problème auquel la classe ouvrière et le peuple font face. Il a par contre fourni à Kinder Morgan une affaire en or qui lui permet d'enrichir ses actionnaires, en particulier Richard Kinder et d'autres anciens dirigeants d'Enron. Il a dégagé les monopoles de l'énergie d'une entente qui les engageait à continuer de payer pour le TMX par des augmentations des tarifs d'utilisation du pipeline existant, que l'agrandissement du pipeline se produise ou non. Ce stratagème pour payer les riches démontre une fois de plus la nécessité d'une nouvelle direction prosociale pour l'économie qui va mettre fin au contrôle des oligarques et des cartels mondiaux.

De puissants intérêts privés américains, le secteur militaire américain et ses représentants

considèrent que le TMX est nécessaire pour garantir la sécurité énergétique de la Forteresse Amérique du Nord et des préparatifs de guerre des États-Unis, surtout sur leur côte ouest. Ils ne vont pas tolérer d'opposition à leur accès et à leur prise de contrôle de la production des sables bitumineux de l'Alberta pour mieux desservir encore les raffineries de la côte ouest des États-Unis. Ils ont ordonné au gouvernement Trudeau de recourir à ses pouvoirs de prérogative pour contester et déjouer toute opposition du peuple et des autres niveaux de gouvernement. Dans ce contexte du sauvetage de Kinder Morgan et de ses investisseurs et de la transformation du projet de construction du pipeline TMX en une société de la couronne, les Canadiens sont placés devant le défi d'un gouvernement qui s'apprête à déployer encore plus ses pouvoirs de police et à criminaliser toute opposition pour satisfaire aux demandes des puissants intérêts privés et du secteur militaire américains.



Carte du projet d'expansion du réseau de Trans Mountain. Cliquer sur l'image pour l'agrandir.  
(Carte animée de Ressources naturelles Canada)

## Les soi-disant avantages du projet d'agrandissement de Trans Mountain

- Peggy Morton -

L'achat par le gouvernement fédéral du réseau d'oléoducs de Trans Mountain a donné lieu à des déclarations farfelues au sujet des soi-disant avantages du projet d'agrandissement. Selon le communiqué du gouvernement, l'achèvement du projet offrirait des « avantages économiques à long terme à tous les Canadiens, ce qui permettra de protéger des emplois, de s'assurer que les

ressources naturelles du Canada pourront être acheminées en toute sécurité et de manière efficace aux marchés mondiaux et de préserver la réputation du Canada en tant que bon endroit où faire des affaires ».

Dans un entretien téléphonique avec Notley, la première ministre de l'Alberta, le premier ministre Trudeau a « confirmé que l'entente garantirait la reprise du travail pour la saison de la construction cet été et protégerait des milliers d'emplois ». Ravie, Notley a déclaré aux travailleurs : « Prenez vos outils, vous avez un oléoduc à construire. »



Il est assez étrange d'entendre dire que le travail doit absolument commencer cet été pour protéger les emplois des travailleurs d'oléoduc, puisque des milliers de travailleurs d'oléoduc expérimentés travailleront cet été sur le projet de remplacement de la ligne no 3 d'Enbridge, le plus gros projet de son histoire, selon la compagnie. Le tronçon canadien a 1 070 km de long, de Hardisty en Alberta à Gretna au Manitoba. Près de 418 km ont été complétés l'été dernier et le travail doit reprendre cet été pour terminer la construction du tronçon restant de 662 km ainsi que les sites liés au projet, le tout devant être finalisé en 2019.

Enbridge renseigne les communautés qui longent le trajet de l'oléoduc pour que les entreprises et les résidents puissent se préparer à recevoir les équipes de travailleurs. C'est dans l'intérêt de la compagnie de bien renseigner les communautés puisqu'elle ne fournit pas des campements de travail. Les travailleurs doivent donc être hébergés dans des terrains de camping, des maisons privées et des hôtels ou motels. Selon ces renseignements, pour chaque segment de 100 km, il y a près de 800 travailleurs. C'est donc dire que 1 000 km d'un passage d'oléoduc représente deux saisons de travail pour environ 4 000 travailleurs. Nous sommes bien loin des chiffres gonflés de 15 000 emplois pour les deux années de construction de TMX, qui est à peu près la même longueur que la ligne no 3.

Aussi, il n'a jamais été prouvé que le pétrole acheminé par ce projet déboucherait sur des marchés mondiaux. Au contraire, tout indique qu'il débouchera sur les marchés de la côte ouest des États-Unis. Les raffineries de Washington et de la Californie sont toutes en mesure de raffiner le pétrole lourd, y compris le bitume. Aussi, on a fait miroiter la possibilité de prix plus élevés sur les marchés asiatiques avant que les États-Unis ne lèvent leur interdiction d'exportation du pétrole et ne commencent à construire des installations permettant d'accommoder les très gros transporteurs de brut sur les côtes du Golfe du Mexique. Le terminal Trans Mountain de Westbridge à Burnaby peut seulement accommoder les pétroliers de taille Aframax beaucoup plus petits, ce qui défavorise davantage le bitume expédié à partir de la côte de la Colombie-Britannique comparativement au pétrole de schiste extrait à faibles coûts par fracturation hydraulique ou le pétrole lourd raffiné dans le Midwest américain ou des États côtiers du Golfe du Mexique.

Quant aux soi-disant pertes de 15,6 milliards \$ par année en raison des « rabais » sur le bitume exporté vers les États-Unis, elles se sont aussi avérées fausses. En février, l'institut Fraser a dit que si le prix du bitume demeurerait stable, il en résulterait un manque à gagner pour l'économie canadienne de 15,6 milliards \$ par année. Et voilà que le prix n'est pas resté fixe, puisque le prix réduit était dû à une accumulation de bitume emmagasiné en Alberta en raison de la fermeture et du ralentissement de débit de l'oléoduc Keystone suite à un déversement. Bien que le prix du bitume fluidifié en direction des États-Unis ait depuis augmenté de plus de 50 %, les gouvernements Trudeau et Notley ne démontent toujours pas du montant de 15,6 milliards \$.

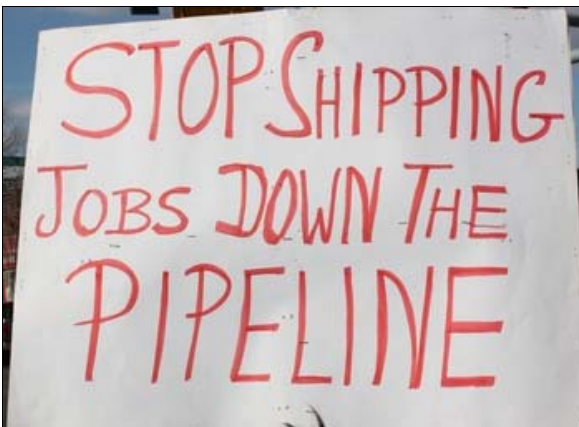
Pour ce qui est d'un important retour sur l'investissement pour le Canada, rien ne permet là non plus de tirer une telle conclusion. Kinder Morgan (KM) recevra 4,5 milliards \$ pour ses actifs associés à l'oléoduc Trans Mountain. Le gouvernement Trudeau garantira les investissements nécessaires dans TMX, à moins qu'il ne trouve un acheteur. Le coût de production de TMX est maintenant estimé à 7,4 milliards \$, mais pourrait être beaucoup plus élevé.

KM évaluait ses revenus bruts pour le TMX à 900 millions \$ par année lorsque le projet fonctionnerait à plein régime. Ce montant viendrait des expéditeurs déjà liés au projet, ce qui représente 80 % de la capacité de l'oléoduc. L'autre 20 % doit être réservé, selon les exigences de l'Office national de l'énergie (ONÉ), aux expéditeurs rapides, ce qui pourrait apporter un montant de 200 millions \$ supplémentaire tous les ans. L'ONÉ a approuvé une augmentation des tarifs pour la nouvelle ligne ainsi que pour l'ancienne, ce qui double le coût d'expédition de produits de l'Alberta vers la Colombie-Britannique. Le tarif ainsi que le prix de transport du bitume vers sa destination finale sont payés à même le prix du marché final du produit.

Selon les médias, les contrats de KM avec des expéditeurs confirmés stipulent que l'augmentation des tarifs restera en place pour la ligne Trans Mountain actuelle même s'il n'y a jamais expansion du réseau en raison de « problèmes de réglementation ». Ce qui veut dire que les tarifs augmentés reviendraient à KM par le biais de l'oléoduc actuel, en guise de compensation des dépenses pour les travaux préparatoires de TMX avant son annulation, si jamais cela devait se produire.

L'ONÉ a approuvé une entente dans le cadre de laquelle KM était protégée contre les pertes si le pipeline n'était pas construit. La date butoir pour annuler le projet est le 31 mai à moins que KM n'ait reçu l'assurance que la construction ira de l'avant. Cette date limite a été prise en considération en sachant qu'une annulation ne nuirait pas énormément à KM sur le plan financier. Le gouvernement fédéral est intervenu non seulement pour payer tous les investissements de KM à ce jour, mais pour payer une prime pour un vieil oléoduc qui nécessite des réparations et possiblement le remplacer.

Reuters rapporte que KM a également négocié avec 26 prêteurs de la Banque Royale du Canada et de la Banque TD pour une clause qui va exempter l'entreprise de payer une pénalité de 2 % sur les fonds de 5 milliards \$ en prêts pour la construction advenant que le projet soit arrêté pour des problèmes politiques.



KM était bien au courant de l'opposition des nations autochtones et des Britanno-Colombiens au projet TMX, et s'était déjà prévalu de l'indemnisation maximum, tant que l'oléoduc existant continuait de fonctionner. Les oléoducs sont pour la plupart à l'abri des fluctuations extrêmes des prix du pétrole, car leur revenu brut provient principalement d'une tarification fixe. Tant que le pipeline se voit garanti des expéditions d'hydrocarbures sous forme de contrats à long terme, le seul risque réel est que l'opération du pipeline soit un échec.

Cela soulève une question sur ce que KM sait de l'oléoduc existant. Le pipeline Trans Mountain a plus de 65 ans. La technologie moderne permet aux entreprises de déterminer avec précision l'étendue de la corrosion d'un pipeline. KM est bien au courant de la durée de vie restante de la ligne existante de Trans Mountain. En comparaison, Enbridge remplace actuellement la ligne 3 de Hardisty en Alberta jusqu'à Superior au Wisconsin, en invoquant son âge. Cette ligne a 50 ans, 15

ans de moins que Trans Mountain. Enbridge exploite depuis un certain temps la canalisation no 3 à pression réduite et à demi-capacité en raison de son âge. Est-ce que Trans Mountain est prêt à être mis hors service alors que KM repart avec 4,5 milliards \$ en argent du gouvernement moins les 1,1 milliard \$ qu'il dit avoir déjà dépensé pour le TMX ?

Que sera la suite de cette affaire ? Il est certain que les expéditeurs d'hydrocarbures voudront obtenir des concessions du gouvernement fédéral maintenant qu'il est propriétaire du pipeline. Les analystes croient que la prochaine étape sera une renégociation du barème de tarification, en particulier l'augmentation de la tarification pour le pipeline existant.

Les revendications frauduleuses et les stratagèmes pour payer les riches reposent sur la logique étrange voulant que pour réduire les émissions de carbone, il faut plus de pipelines pour exporter le bitume brut au lieu de construire une économie diversifiée, qui suffit à ses besoins et qui humanise l'environnement naturel et social.

*(Sources : Reuters, National Observer, Globe and Mail, CBC. Photo: E. Jackson)*

---

## **Rassemblement militant contre le rachat du pipeline Trans Mountain par le gouvernement fédéral**



**Vancouver 29 mai 2018**

En fin d'après-midi le 29 mai, plus de deux mille personnes ont participé à un rassemblement militant le long des quais à Vancouver. Elles se sont rassemblées pour exprimer leur opposition au rachat par le gouvernement fédéral du pipeline Trans Mountain de Kinder Morgan et pour réaffirmer leur position que le pipeline ne doit pas être construit.

Le rassemblement a été appelé et organisé par les nations autochtones régionales. Les conférenciers comprenaient deux membres de l'exécutif de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique et un activiste de la région des sables bitumineux de l'Alberta. De nombreux participants étaient des travailleurs qui arrivaient directement du travail. De nombreuses affiches et bannières étaient portées fièrement avec des slogans comme « Arrêtons le pipeline de Trudeau », « Pas de pipeline, pas de rachat », « Trudeau menteur », « Aucun pipeline de pétrole brut ne sera construit » et « Investissez dans l'énergie propre ».

Les gens criaient « Honte » quand les orateurs parlaient du rachat et ils ont scandé « Pas de

consentement, pas de pipeline » à l'unisson à plusieurs reprises à l'appel d'un des orateurs. La grande majorité des personnes présentes ont repris solennellement l'engagement de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique de « faire ce qu'il faut » pour bloquer la construction du pipeline.

Un orateur a exhorté les gens à dire à Justin Trudeau « Ce pipeline ne passera pas ». Un autre a déclaré : « C'est nous le gouvernement, pas Trudeau ». Un dirigeant élu de la nation Squamish a carrément déclaré que « Squamish ne veut pas de ce pipeline ». Un autre a dit : « Nous avons le devoir sacré de protéger les côtes pour la prochaine génération ».

Bob Chamberlain, vice-président de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique, a salué la présence des nombreux participants malgré le court préavis. « Voilà à quoi ressemble la réconciliation », a-t-il dit. Il a ajouté que le gouvernement fédéral a pris délibérément la décision de ne pas tenir compte des peuples autochtones, mais que la communauté internationale prête attention à ce qui se passe ici. Chamberlain a conclu en scandant « Pas de rachat ».



Après le rassemblement, de nombreuses personnes, dont la plupart des orateurs, sont restées pour discuter comment développer l'opposition à partir de maintenant. Le ton n'était pas au pessimisme. Le sentiment qui prévalait est que le pipeline ne sera pas construit parce que le peuple y est fermement opposé et veut que le Canada prenne une autre direction.

L'article du LML « [L'alimentation de la machine de guerre des États-Unis](#) » a été distribué aux participants quand ils arrivaient au rassemblement.





(Photos: LML, standearth, A. Stoymenoff)



## Opposition militante au Québec au diktat de Kinder Morgan et du gouvernement Trudeau



**Un haut fait de l'action a été une photo, prise en hauteur, des participants entourant le slogan Stop Kinder Morgan**

Le 27 avril, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées au centre-ville de Montréal contre le projet d'expansion du pipeline de Kinder Morgan. Elles ont particulièrement exprimé leur appui à la lutte en Colombie-Britannique pour bloquer le projet du monopole américain Kinder Morgan d'étendre son oléoduc Trans Mountain de l'Alberta à son terminal à Burnaby.

Parmi les participants, on comptait un grand nombre d'étudiants et de familles de même que des activistes à la défense de l'environnement dont des gens mobilisés dans la campagne « Coule pas chez nous » venus du grand Montréal, de la Montérégie et des Basses-Laurentides. Les participants ont salué la lutte des Premières Nations pour décider de façon souveraine ce qui se passe sur leurs terres. Ils ont aussi dénoncé le diktat de Kinder Morgan et du gouvernement Trudeau et les injections massives de fonds par le gouvernement Trudeau dans le projet. Le

slogan principal sur la scène de l'événement était d'ailleurs « Séparons le pétrole de l'État ».

L'appel au rassemblement a été lancé par le Front commun pour la transition énergétique, composé de citoyens, d'organisations environnementales, de groupes autochtones et d'organisations de la société civile. Plusieurs artistes, dont le metteur en scène Dominic Champagne, qui avait organisé l'action pour la Journée de la Terre qui avait rassemblé des dizaines de milliers de personnes en 2012, se sont joints à l'organisation de l'événement.

Des gens de tous horizons, dont beaucoup de jeunes, se sont rassemblés au Parterre du quartier des spectacles pour réclamer leur droit de décider et signifier que la lutte pour la protection des ressources et de l'environnement est un combat de tous les habitants du Canada qui est partagé par les Québécois.

L'animateur de la manifestation, le comédien Emmanuel Bilodeau, a ouvert l'action en s'adressant au gouvernement Trudeau à la fois en anglais et en français : « We are here to support B-C citizens to stop that Kinder 'surprise'... Listen to me Justin, last election you promised us to act as a good father for everyone and for the planet... Prove it or live with the shame of being a worse Prime minister than Stephen Harper...

Justin Trudeau, au nom de tous les Canadiens et de nos frères et soeurs de Colombie-Britannique, tenez-vous droit, debout devant les puissantes pétrolières ou attendez-vous à subir notre colère. »



La question de bâtir une économie diversifiée et qui suffit à ses besoins en opposition à la soumission aux intérêts privés les plus puissants a été soulevée par plusieurs. Dominic Champagne a pris la parole en disant que notre époque dicte que ce qui est raisonnable, c'est d'écouter la voix de la science et non pas, comme le fait le gouvernement Trudeau, celle du « lobby pétrolier ».

Une place d'honneur a été faite aux membres des Premières Nations. Six de leurs représentants ont pris la parole parmi les onze orateurs, sans compter les prestations artistiques honorant la défense de la Terre Mère. Serge Otsi Simon, grand chef de Kanesatake, a souligné, comme d'autres, l'hypocrisie du gouvernement Trudeau. Bien que ce dernier se vante de réconciliation avec les autochtones et dit chercher leur consentement, a-t-il dit, la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones déclare qu'on doit obtenir ce consentement. « Ce consentement, il ne l'a pas ! », a-t-il conclu.

Jean-Charles Piétacho, chef du Conseil des Innus d'Ekuanitshit, a fait part de son expérience dans la lutte des Premières Nations pour stopper la mainmise des intérêts privés sur l'exploitation des ressources et des pouvoirs de police, parfois armés, auxquels les opposants font face quand ils refusent de se soumettre.



**De gauche à droite: Ghislain Picard, Serge Otsi Simon et Jean-Charles Piétacho**

Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, a quant à lui parlé des nombreuses batailles menées par les autochtones et leurs alliés dans la période récente où, en protégeant les territoires, ils servent la cause de tout le peuple. « Aujourd'hui, nous disons Non à Kinder Morgan ! », a-t-il déclaré.

Melissa Mollen Dupuis, fondatrice du mouvement Idle No More au Québec, et Vivian Michel, présidente de Femmes autochtones du Québec, se sont adressées à la foule. Elles ont particulièrement attaqué la prétention du gouvernement Trudeau d'être celui qui amène la réconciliation avec les Premières Nations, expliquant que ce n'est qu'une forme de chantage. « Réconciliation, surtout dans le cadre du projet Kinder Morgan, ça sonne avec conditions », a dit Melissa. « Conditions que si on veut avoir de la justice sociale pour nos enfants et nos aînés, pour nos territoires, il faut accepter des projets qui sont inacceptables. » Elle a rappelé qu'aucun des gouvernements du Canada ne pourra parler de réconciliation tant que la voix des Premières Nations n'aura pas préséance sur tout ce qui concerne leur territoire. Elle a conclu en disant qu'il n'est pas acceptable qu'on nous dise que cela ne nous regarde pas puisque ça concerne une autre province, car c'est de l'avenir du territoire d'un océan à l'autre dont il est question.



**De gauche à droite: Melissa Mollen Dupuis et Vivian Michel**

Vivian Michel a réitéré que toutes les femmes des nations autochtones disent fermement Non à Kinder Morgan. Elle a rappelé au gouvernement Trudeau que son engagement envers la

Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones l'oblige à protéger le droit de ces derniers de « contrôler les terres, territoires et ressources qu'ils possèdent ». Elle a aussi cité l'article 29 de cette même déclaration qui dit que « les États prennent des mesures efficaces pour veiller à ce qu'aucune matière dangereuse ne soit stockée ou déchargée sur les terres ou territoires des peuples autochtones sans leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause ». Elle a ajouté que si Justin Trudeau veut parler de réconciliation, il doit voir avec les peuples autochtones comment mettre en pratique cette déclaration.

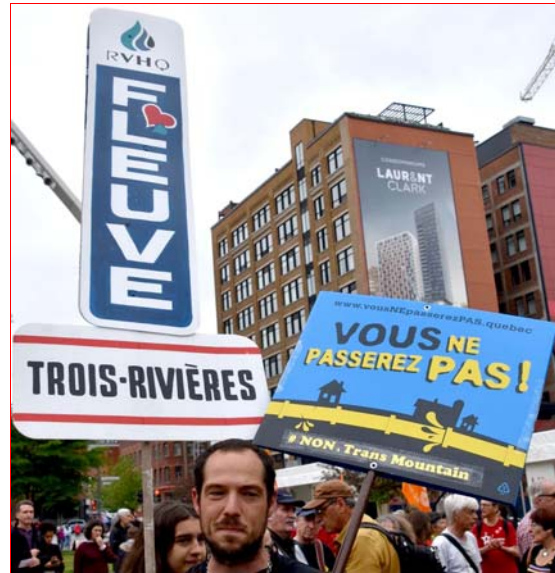
Les derniers orateurs ont été Serge Cadieux, de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Pierre Patry de la Confédération des syndicats nationaux et Laure Waridel, activiste environnementaliste bien connue. Ils ont dénoncé le fait que de vastes sommes d'argent public sont données par le gouvernement Trudeau à des intérêts privés immensément riches. Cet argent-là devrait être au service des communautés et des travailleurs et travailleuses. Ils ont évoqué aussi le respect que doit avoir Trudeau envers la voix de l'opposition de la Colombie-Britannique, des autochtones et de ceux qui refusent leur consentement au projet de Kinder Morgan. Ils ont affirmé leur solidarité avec les citoyens de l'Alberta qui sont aux prises avec une économie qui a été développée en subordination totale aux intérêts privés des monopoles pétroliers.



De gauche à droite: Emmanuel Bilodeau, Laure Waridel, Serge Cadieux et Pierre Patry

Les atteintes du gouvernement Trudeau aux droits des peuples autochtones et la criminalisation de ceux qui s'opposent au projet ont aussi été dénoncées, tout comme la dépendance de l'économie canadienne aux hydrocarbures. L'intérêt national du Canada ne se retrouve pas dans ce projet, ont-ils ajouté. Ce n'est pas qu'une question environnementale, c'est une lutte sociale qui nous appartient à tous.







**Pas de port pour la guerre!**

## **Les résidents d'Halifax disent non aux navires de guerre étrangers et à la présence militaire accrue des États-Unis dans l'océan Atlantique**

**- Yi Nicholls -**

Les résidents d'Halifax, à l'appel de l'organisation antiguerre Pas de port pour la guerre, ont tenu une action le 28 mai pour s'opposer à la visite du sous-marin nucléaire américain *USS Toledo*. Le sous-marins de classe Los Angeles était amarré à la 12e Escadre Shearwater.

Le navire de guerre était en visite à l'occasion du congé du Jour du Souvenir aux États-Unis. Une cérémonie a eu lieu sur l'île Deadman pour commémorer les 195 prisonniers de guerre américains qui y sont morts pendant la guerre de 1812.

Le *USS Toledo* est classé sous-marin d'attaque. En plus de pouvoir lancer des torpilles et des

mines pour la guerre maritime, il est capable de lancer des missiles de croisière Tomahawk. Entre autres missions, il a été déployé en Méditerranée à la fin 2001-début 2002 en appui à l'Opération Liberté immuable, le nom officiel de la « guerre à la terreur » menée par les États-Unis.



Allan Bezanson de Pas de port pour la guerre a expliqué au *Chronicle Herald* que le Canada devrait être « un facteur de paix dans le monde et non de guerre et de préparatifs de guerre ». Il a ajouté que Pas de port pour la guerre croit que la visite du *Toledo* qui se produit juste après que le gouvernement américain ait décidé de rétablir sa Deuxième flotte dans l'Atlantique n'est pas une coïncidence et que l'organisation se prépare en vue d'autres visites à venir. « Maintenant, sous l'administration américaine actuelle, ils sont sur le sentier de la guerre en affirmant que la Russie est l'ennemi. Le président Trump est en train de rétablir toute la mentalité de la guerre froide », a-t-il dit.

Allan a réitéré que le mandat de Pas de port pour la guerre « n'est pas seulement de s'opposer à la présence de navires de guerre, mais à toutes les manifestations de guerres impérialistes d'agression et de préparatifs pour ces guerres. C'est aussi de s'opposer au rôle que joue le gouvernement canadien dans ces guerres, et de mobiliser les résidents d'Halifax dans cette cause, pour que cette ville soit un facteur de paix et non de guerre. »

Il faut se rappeler que Halifax est convoitée depuis longtemps par les forces armées des États-Unis comme port stratégique pour la défense des intérêts des États-Unis, bien qu'il ne soit pas un territoire américain. C'est selon cette même logique que les cercles dirigeants des États-Unis ont imposé le Forum international sur la sécurité d'Halifax à la ville en tant que lieu de convergence de tous ceux qui sont dans l'orbite de l'agression de l'OTAN sous la direction des États-Unis, avec l'aide servile de l'État canadien.

Une question vient à l'esprit. Si le gouvernement canadien tient à exprimer son amitié avec les États-Unis et à commémorer leurs morts de 1812, a-t-il besoin de toute cette puissance de feu du *Toledo* ? Un sous-marin d'attaque et d'autres navires de guerre évoquent par leur simple nom la menace de la force et sont une projection de la puissance militaire des États-Unis. Pourquoi le Canada doit-il recevoir ce genre d'invités qui se présentent à Halifax, Montréal, Vancouver et ailleurs bardés d'armes de toutes sortes tout en se



disant en visite amicale ? Pourquoi ses navires et ses forces armées doivent-ils être armés de manière similaire et avoir comme un de leurs objectifs principaux l'« interopérabilité » avec les forces armées des États-Unis ?

L'État canadien présente ce genre de visite comme l'occasion d'un spectacle inoffensif, mais cela fait longtemps que les Canadiens d'un océan à l'autre s'y opposent. Comme le mouvement massif de troupes en Ontario au début du mois de mai, ces activités font partie de la militarisation de la vie, des efforts pour miner l'opposition populaire à la guerre pour que le peuple accepte cette présence militaire en temps de paix comme banale et normale. Les gens sont censés oublier que ces armes et ces troupes sont un instrument d'ingérence dans les affaires souveraines des peuples du monde ; ils sont censés accepter le recours à la force pour résoudre les conflits entre les peuples et ils sont censés oublier que la fabrication d'armes destinées à détruire les foyers et les vies des autres peuples est une façon inacceptable et illégitime de créer de l'emploi et de développer l'industrie.

Les Canadiens doivent être vigilants face à ces tentatives de mêler les militaires à la vie civile et s'opposer à ces activités comme le fait Pas de port pour la guerre. Ils doivent discuter avec leurs pairs de ce qui est en jeu afin d'affirmer que le Canada doit être une zone pour la paix et un facteur de paix dans le monde. C'est d'autant plus important de le faire en ce moment alors que le gouvernement canadien intègre de plus en plus le pays à la machine et à l'économie de guerre des États-Unis et appuie l'intervention étrangère au Venezuela et ailleurs à la demande des États-Unis pendant que ceux-ci se préparent à imposer plus d'agressions aux peuples du monde.

---

## Opposition à la foire aux armes de CANSEC à Ottawa



Ottawa le 30 mai 2018

Les résidents d'Ottawa ont mené une action le 30 mai en opposition à la foire aux armes annuelle de CANSEC. Les manifestants se sont rassemblés devant la Galerie nationale du Canada, ont marché le long de la promenade Sussex vers la Monnaie royale canadienne puis vers l'ambassade de l'Arabie saoudite. Ils y ont dénoncé la vente par le Canada de véhicules blindés légers à l'Arabie saoudite. L'action s'est terminée devant l'ambassade américaine où ont été dénoncées la

vente d'armes du Canada aux États-Unis et sa participation aux guerres et aux agressions menées par les États-Unis et l'OTAN. On a souligné pendant l'action que le gouvernement dépense maintenant plus de 20 milliards \$ dans le domaine militaire et que le gouvernement libéral a annoncé son intention d'accroître ces dépenses de façon importante au cours de la prochaine décennie.

La première foire aux armes de CANSEC a été imposée à Ottawa en 1998 et a dès le début suscité l'opposition des résidents. La foire est organisée par l'Association canadienne des industries de défense et de sécurité (CADSI) qui représente 900 compagnies canadiennes du secteur militaire, policier et du renseignement. La foire, qui dure deux jours, bénéficie d'un subside du gouvernement canadien.

Des milliers de participants de plus de 60 pays visitent la foire aux armes de même que de nombreux ministères du gouvernement canadien comme Affaires mondiales Canada, le ministère de la Défense nationale, Recherche et Développement pour la défense Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Le ministre de la Défense Harjit Sajjan a prononcé le discours liminaire au déjeuner de CANSEC le 30 mai.

Un des principaux commanditaires de la foire est la Corporation commerciale canadienne (CCC). La CCC est la principale agence canadienne de vente d'armes et de logiciels militaires partout dans le monde y compris aux États-Unis où la vaste majorité des produits militaires canadiens sont vendus. Chaque année, près de 80 % des exportations militaires de plusieurs milliards de dollars vont aux États-Unis où elles sont intégrées aux plus importants systèmes d'armements américains (comme les avions) qui servent ensuite aux guerres prédatrices des États-Unis ou sont exportées à nouveau.

Le gouvernement canadien investit aussi dans la production militaire par le biais du Régime de pensions du Canada (RPC). Le RPC investit présentement 1,3 milliard \$ dans 36 des 100 principales industries de guerre au monde. Ceci comprend l'investissement de plus de 500 millions \$ dans 30 fabricants d'armes qui ont des succursales qui ont des kiosques à CANSEC. Le RPC a aussi pour 400 millions \$ d'investissements dans 14 compagnies qui participent à la production et à l'entretien d'armes nucléaires. Parmi elles, six grandes entreprises de guerre ont aussi des kiosques à CANSEC.





Deuxième flotte, laquelle a joué un rôle clé dans la crise des missiles cubains en 1963 et l'invasion de la Grenade en 1983. La mise en oeuvre de la résolution adoptée par tous les pays membres de la Communauté des États latino-américains des Caraïbes (CÉLAC) sans exception pour faire de l'Amérique latine et des Caraïbes une Zone de Paix est donc devenue plus urgente que jamais.

Un grand nombre de Forces d'opérations spéciales sont déjà en Colombie, déployées par les États-Unis sous prétexte de mener la lutte aux narcotrafiquants. Les forces militaires britanniques ont aussi été déployées aux îles Malouines que la Grande-Bretagne refuse de remettre à l'Argentine. La partie ouest de l'océan Atlantique a pour frontières les côtes du

Venezuela, de la Colombie et du Panama. Dans le rapport *OTAN 2020 : une sécurité assurée ; un engagement dynamique*, on y parle de la possibilité d'opérations militaires en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les côtes de la Colombie sont situées sur l'océan Pacifique et sur l'océan Atlantique. Le statut de la Colombie comme membre de l'OTAN prépare le terrain pour que les bases de l'Alliance en territoire colombien soient intégrées aux installations américaines déjà sur place.

Selon certains analystes, la cible du partenariat entre la Colombie et l'alliance militaire de l'OTAN dirigée par les États-Unis est le Conseil de Défense sud-américain (CDSA) composé de douze membres et créé en 2009 par l'Union des nations sud-américaines (UNASUR). Le CDSA, dont les États-Unis ne font pas partie même en tant qu'observateurs, décide actuellement de la politique de défense du continent et agit, libre de l'influence des États-Unis. L'Argentine parrainera le CDSA en août 2018 et il est évident que les principales cibles seront le Venezuela et la Bolivie.

En avril, six membres de l'UNASUR, dont le Brésil, l'Argentine et la Colombie, ont cessé d'être membres de l'UNASUR, se disant insatisfaits du leadership de la Bolivie parce que celle-ci refuse de participer aux attaques des États-Unis contre le Venezuela dans l'Organisation des États américains (OÉA).

Les six pays qui ont quitté l'UNASUR sont aussi membres du « Groupe de Lima » mis sur pied par les États-Unis et le Canada en août 2017. Ce groupe est un cartel mafieux dont le but est de détruire l'unité latino-américaine et caribéenne et de renverser les gouvernements élus démocratiquement de Bolivie et du Venezuela comme il a réussi à le faire en Argentine et au Brésil et comme il se prépare actuellement à le faire en Équateur et dans d'autres pays.



**Le président Juan Manuel Santos serre la main de Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'OTAN, aux quartiers-généraux de l'OTAN le 31 mai 2018.**



## **Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes Zone de Paix**

Ratifiant l'engagement de leurs pays dans les Propositions et les Principes consacrés dans la Charte des Nations unies et le Droit international, et conscients que la prospérité et la stabilité de

la région contribuent à la paix et à la sécurité internationales,



*La proclamation qui suit a été émise par la Communauté des États latino-américains et caribéens (CÉLAC) au sommet de La Havane en janvier 2014.*

\*\*\*

Conscients que la paix est un bien suprême et une soit légitime de tous les peuples et que sa préservation est un élément fondamental de l'intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes et un principe et une valeur commune de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CÉLAC),

En réaffirmant que l'intégration renforce la vision d'un ordre international juste confirmé par le droit et par une culture de paix qui exclut l'usage de la force et les moyens non légitimes de défense parmi lesquels les armes de destruction massive et, en particulier, les armes nucléaires,

Soulignant l'importance du Traité de Tlatelolco pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique Latine et dans les Caraïbes qui établit la première zone libre d'armes nucléaires dans une zone avec une forte densité de population, ceci étant une contribution à la paix et à la sécurité régionale et internationale,

Réitérant la nécessité urgente du désarmement nucléaire général et complet, ainsi que d'un engagement avec l'agenda stratégique de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL) adopté par les 33 États membres de l'Organisme à la conférence générale de Buenos Aires en août 2013,

Rappelant les principes de paix, de démocratie, de développement et de liberté qui inspirent les actions des pays membres du SICA,

Rappelant la décision des chefs d'État de l'UNASUR de renforcer l'Amérique du sud comme Zone de paix et de coopération,

Rappelant l'établissement, en 1986, de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique sud,

Rappelant aussi notre engagement, ratifié dans la Déclaration au Sommet de l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes, le 23 février 2010, de promouvoir la mise en oeuvre de nos propres mécanismes de résolution pacifique des conflits,

Renouvelant notre engagement pour qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, se consolide une Zone de paix dans laquelle les différends entre les nations se résolvent de manière pacifique, par la voie du dialogue et de la négociation ou autre forme de résolution et en pleine harmonie avec le droit international,

Également conscients de l'impact humanitaire global catastrophique et à long terme de l'usage des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive et des discussions en cours sur ces thèmes,

Nous déclarons :

1. L'Amérique latine et les Caraïbes Zone de paix sur la base du respect des principes et des normes du droit international, incluant les instruments internationaux dont font partie les États membres et les principes et propositions de la Charte des Nations unies,
2. Notre engagement permanent dans la résolution pacifique des conflits afin de supprimer pour toujours l'usage et la menace de l'usage de la force dans notre région,
3. L'engagement des États de la région envers l'accomplissement strict de leur obligation de ne pas intervenir, directement ou indirectement, dans les affaires internes de tout autre État et d'observer les principes de souveraineté nationale, l'égalité des droits et l'autodétermination des peuples,
4. L'engagement des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes de promouvoir des relations d'amitié et de coopération entre eux et avec d'autres nations, indépendamment des différences de systèmes politiques, économiques et sociaux ou de leurs niveaux de développement, de pratiquer la tolérance et de coexister en paix en bons voisins.
5. L'engagement des États d'Amérique latine et des Caraïbes de respecter pleinement le droit inaliénable de tout État à choisir son système politique, économique, social et culturel, une condition essentielle pour assurer la coexistence pacifique entre les nations,
6. La promotion dans la région d'une culture de paix basée, entre autres, sur les principes de la Déclaration sur la culture de paix des Nations unies.
7. L'engagement des États de la région d'avoir pour guide la présente Déclaration dans leur comportement international.
8. L'engagement des États de la région de continuer à promouvoir le désarmement nucléaire comme objectif prioritaire et de contribuer à un désarmement général et complet pour favoriser le renforcement de la confiance entre les nations.

Nous demandons instamment à tous les États membres de la communauté internationale de respecter pleinement cette Déclaration dans ses relations avec les États membres de la CÉLAC.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, ont apposé leur signature au bas de cette

Proclamation à La Havane, en ce 29e jour du mois de janvier 2014, avec copie en espagnol, en anglais, en français et en portugais.



## **Élections à Cuba et intervention étrangère dans l'ordre démocratique en Amérique latine et Caraïbes**

### **Réunion à Ottawa avec la nouvelle ambassadrice de Cuba au Canada**



Le 25 mai, une discussion très vivante a eu lieu à Ottawa sur « Les résultats des élections à Cuba et les attaques contre la démocratie en Amérique latine » où l'oratrice principale était Josefina Vidal, ambassadrice cubaine au Canada. La réunion a été organisée par le chapitre d'Ottawa des Mouvements sociaux de l'ALBA et a aussi été parrainée par Ottawa Cuba Connections et l'Association d'amitié Outaouais-Cuba. La réunion a débuté par une minute de silence pour rendre hommage aux victimes du tragique accident d'avion du 18 mai près de l'aéroport international José Martí à La Havane. Un représentant du chapitre d'Ottawa des Mouvements sociaux de l'ALBA a présenté ses condoléances pour ces vies perdues à l'ambassadrice Vidal au nom de tous les participants.

L'ambassadrice Vidal a commencé sa présentation en discutant de l'élection récente de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de Cuba, et de l'élection subséquente par l'Assemblée du leadership du pays, son président, ses vice-présidents et le Conseil d'État de 31 membres. Un trait central du processus démocratique de Cuba, a-t-elle dit, est le fait que le peuple est habilité à participer à la nomination et à l'élection de candidats choisis dans ses rangs, ce qui rend les élections qui ont lieu aux niveaux municipal, provincial et national, très représentatives de la société cubaine. Le Parti communiste de Cuba ne nomme aucun candidat et un individu n'est pas tenu d'être membre du parti pour être candidat, a-t-elle fait remarquer.

La moitié de l'Assemblée nationale est composée de députés représentant les circonscriptions à l'échelle du pays et l'autre moitié est issue des collectifs comme les syndicats, les organisations étudiantes et de la jeunesse, les organisations des femmes, les organisations religieuses, etc. Lors des élections de cette année à Cuba, le pays a fait de nouveaux progrès dans la représentation de sa population au gouvernement. Les femmes constituent maintenant plus de 50 % des députés. Plus de 40 % des députés sont des Noirs et la moyenne d'âge est maintenant de 49 ans. Digne de mention aussi est le fait que 56 % des députés ont été élus pour la première fois.

L'ambassadrice a expliqué que certains s'imaginent que des changements dramatiques vont maintenant s'opérer dans la société cubaine. Elle a dit que ces spéculations sont sans fondement, car le nouveau gouvernement va poursuivre sur la voie de la révolution et continuer de mettre en oeuvre les importantes décisions prises en 2011 et en 2015. L'internationalisme de Cuba va aussi continuer sur sa voie révolutionnaire et Cuba va continuer d'être une force pour la paix et la stabilité dans le monde, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes, a dit l'ambassadrice Vidal.

## **Les attaques contre la démocratie en Amérique latine**

Abordant le deuxième sujet de la rencontre, l'ambassadrice a reconnu que la région est assiégée par les forces réactionnaires avec l'aide des États-Unis qui ont ressuscité leur doctrine Monroe interventionniste pour imposer leur hégémonie. Ces forces utilisent tous les moyens à leur disposition pour provoquer l'instabilité et le changement de régime là où il y a des gouvernements progressistes.

Les États-Unis n'ont jamais accepté la coexistence, seulement la soumission à leur diktat, et ils ont recours à tous les moyens pour atteindre leur objectif de dominer la région, a-t-elle dit. Si dans le passé les coups d'État militaires étaient la méthode privilégiée pour renverser des gouvernements, aujourd'hui ce sont des coups parlementaires et juridiques accompagnés de fabrications et de fausses accusations qui sont utilisées pour renverser ceux que les États-Unis n'approuvent pas dans l'arène politique. C'est ce qui est fait présentement à l'ancien président du Brésil, Lula Da Silva.

L'ambassadrice a rappelé l'expérience de Cuba cette année lors de la tenue du Sommet des Amériques à Lima, au Pérou, en particulier le fait que le Venezuela a été interdit d'y participer parce que les États-Unis ont déclaré que le Venezuela n'est plus un pays démocratique. Une activité semblable s'est déroulée à l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) qui a ciblé directement la Bolivie, a-t-elle dit. L'ambassadrice Vidal a dit qu'un des aspects de la contre-offensive contre les gouvernements progressistes a été de miner les processus d'intégration et de coopération établis dans la région au moyen par exemples de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) et la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CÉLAC). Elle a souligné à cet égard le rôle de la Bolivie et de divers pays des Caraïbes dans l'Organisation des États américains (OÉA) dirigée par les États-Unis pour faire en sorte qu'un front commun contre le Venezuela ne puisse y être formé.

S'il est vrai que Cuba ne réintègrera pas l'OÉA, il a récemment participé au Sommet des Amériques, organisé par l'OÉA tous les trois ans. Cuba a été formellement invité au sommet de 2015 et de nouveau à l'événement cette année tenu au Pérou. L'ambiance amicale de 2015 était très différente de celle de 2018, a-t-elle dit, à cause de tout ce qui s'est passé dans la région et des changements qui sont survenus dans différents gouvernements ces trois dernières années. Cuba a accepté d'y participer cette année pour y défendre ses principes et ses idées. Plus encore, elle a dit



**Josefina Vidal, ambassadrice de Cuba au Canada**

que Cuba a décidé que sa présence à Lima était nécessaire pour défendre le Venezuela, pour se défendre lui-même contre les actions prévues au sommet et organisées aux États-Unis même, et pour défendre la région en général.

En fait, la participation active au Sommet de Lima et aux activités parallèles de la délégation cubaine composée de représentants de l'État et d'un important contingent de la société civile, qui comprenait beaucoup de jeunes et d'étudiants, a joué un rôle majeur. Celle-ci a contré par une résistance énergique toute tentative des États-Unis et de leurs laquais dans l'OÉA de se servir du sommet pour attaquer le Venezuela et Cuba et a porté un coup puissant à l'ordre du jour intéressé des États-Unis et de leur groupe servile de Lima.



**Des jeunes Cubains envoient un message au « groupe de la démocratie » anticubain financé par les États-Unis et invité à participer au forum de la société civile du Sommet des Amériques : « Avec Cuba, on ne plaisante pas. » (R. Suarez)**

L'ambassadrice a expliqué ce que signifie pour Cuba la défense de la région, soulignant qu'en 2014, lors de la réunion de la CÉLAC à La Havane, tous les pays de la région ont adopté un document déclarant l'Amérique latine et les Caraïbes zone de paix. Le document affirme que chaque pays de la région a le droit d'avoir le système économique, politique et culturel de son choix. Il dit que tous doivent agir sur la base de la coopération et du bon voisinage, et qu'aucun pays n'a le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un autre. Cet accord doit être la base des relations entre les pays de la région et il doit être défendu, a-t-elle déclaré.

Les tentatives des États-Unis de mobiliser les pays pour délégitimer les résultats électoraux du Venezuela étaient un signe de désespoir, a dit l'ambassadrice, parce que les États-Unis et les réactionnaires au Venezuela continuent d'être défaits dans toutes leurs tentatives de saper le gouvernement bolivarien du Venezuela. Cuba a vécu la même expérience d'être constamment ciblé par les États-Unis, mais Cuba a néanmoins réussi à s'imposer. Même au cours du processus de normalisation des relations qui a commencé en 2014, Cuba était pleinement conscient que l'objectif contre-révolutionnaire des États-Unis demeurerait entier, qu'ils n'avaient fait que changer de tactique, mais que Cuba était capable de gérer la nouvelle situation. Depuis lors, la situation a connu des reculs.

Sa présentation a été suivie d'une séance de questions et réponses, qui a beaucoup porté sur les relations entre le Canada et Cuba ainsi que sur les changements dans les relations entre Cuba et les États-Unis sous le président Donald Trump. Entre autres choses, l'ambassadrice Vidal a expliqué que les relations entre le Canada et Cuba ont été remarquablement constantes et stables

depuis le gouvernement conservateur de Diefenbaker, qui ne s'est pas soumis à la pression des États-Unis pour isoler Cuba pendant la période de la crise des missiles cubains. Elle a poursuivi en relatant les nombreuses visites intergouvernementales qui se sont produites entre les deux pays pour développer le travail et la coopération sur divers fronts qui se développent tous normalement.



---

## **Le peuple vénézuélien défie les menaces et le chantage impérialistes et réélit Nicolas Maduro à la présidence**

**- Margaret Villamizar -**



Le 20 mai, les Vénézuéliens ont réélu Nicolas Maduro comme président lors d'une élection tenue dans le contexte de l'énorme pression exercée par les États-Unis et le Canada qui exigeaient qu'elle soit annulée. Lorsque toutes leurs menaces aux conséquences désastreuses, dont l'intensification

du blocus contre le Venezuela, n'ont pas entraînées l'annulation des élections, ils ont déclaré que celles-ci étaient « illégitimes » et qu'ils ne reconnaîtraient pas leurs résultats. De concert avec cette décision impérialiste, une faction de l'opposition qui reçoit ses directives de Washington a refusé de participer au scrutin et a appelé le peuple de s'abstenir de voter.

Alors que la pression et le chantage ont sans aucun doute affecté la participation électorale, 46 % des électeurs ont résisté en exerçant leur droit de vote. Nicolas Maduro a été réélu avec une large majorité et un pourcentage plus élevé de soutien de l'électorat (31 %) que le président américain Donald Trump ou le premier ministre du Canada Justin Trudeau peuvent prétendre avoir obtenu durant les élections qui les ont mis au pouvoir (27 % dans les deux cas ). Il en va de même pour la plupart des alliés latino-américains les plus proches et ceux qui hurlent le plus contre la démocratie au Venezuela, les néolibéraux Santos de Colombie, Peña Nieto du Mexique, Macri d'Argentine et Piñera du Chili.





## Les résultats des élections



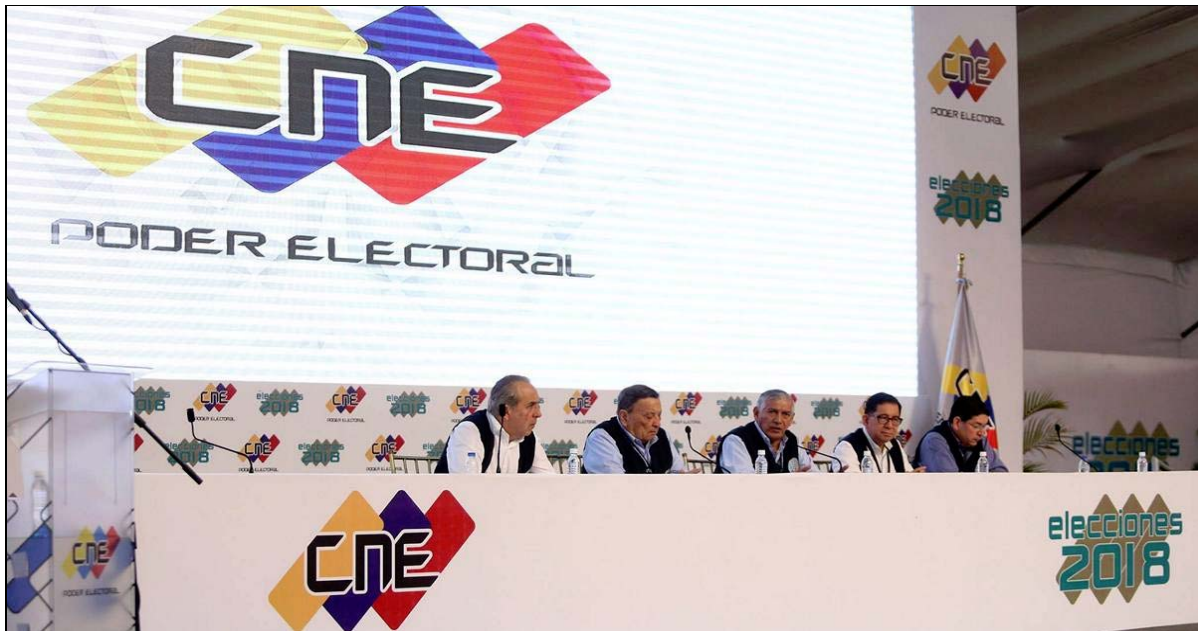
Conférence de presse le 21 mai 2018 où sont annoncés les résultats des élections.

Sur les 9 millions de votes valides, 67,84 % ont été pour Nicolas Maduro, le candidat du Front élargi pour la patrie (Frente Amplio de la Patria), composé du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), du Mouvement Nous sommes Venezuela (Somos Venezuela), du Parti communiste du Venezuela (PCV), de Patrie pour tous (Patria Para Todos) et de six autres partis.

Henri Falcón de l'Avant-garde progressiste (Avanzada Progresista) a terminé deuxième avec 20,93 % des votes. Il a été suivi par Javier Bertucci d'Espoir pour le changement (Esperanza para el Cambio) avec 10,82 %, et de Reynaldo Quijada de l'Unité politique populaire 89 (Unidad Política Popular 89) avec 0,4 %.



Des observateurs internationaux de plusieurs pays dont une délégation du Canada ont rapporté que les élections se sont bien déroulées. Une mission du Conseil des experts Electoraux d'Amérique Latine (CEÉLA) a déclaré que les élections se sont déroulées correctement et a dit n'avoir rien observé qui puisse la disqualifier et que les résultats devraient être reconnus comme reflétant la volonté du peuple vénézuélien.



La mission d'observation internationale dirigée par le Conseil des experts Electoraux d'Amérique Latine présente son rapport où elle dit que les élections se sont tenues correctement.

## La réponse du Canada

Le Canada, en son nom et comme membre du « Groupe de Lima », a déclaré les élections illégitimes et a dit qu'il ne reconnaîtrait pas les résultats, ce qui est sa position dès le premier jour où l'élection a été appelée. Profitant de sa position de président du G7 pour 2018, le Canada s'est assuré que cette organisation adopte la même position et a annoncé que la question du Venezuela sera à l'ordre du jour du prochain Sommet du G7 au Québec.



Dans une déclaration du 21 mai, la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a accusé faussement le gouvernement d'en être la cause « en restreignant les droits et libertés des Vénézuéliens » et « en empêchant les partis d'opposition de participer librement aux élections ». Exprimant l'hypocrisie du gouvernement et du système politique canadien sur une question qui est le fond même de sa propre crise de légitimité, Freeland a tenté d'accuser le gouvernement bolivarien de ne pas permettre à son peuple d'avoir une voix au chapitre de sa propre gouvernance.

Le sauvetage financier du pipeline TMX par le gouvernement Trudeau cette semaine et son diktat que l'oléoduc va être construit, comme projet de la Couronne, malgré l'opposition véhémente des peuples autochtones et de

nombreux Canadiens, montre ce que cela veut dire quand il dit accorder au peuple voix au chapitre. Par peuple, on entend les monopoles qui ont le droit de faire ce qui leur plaît. En attendant, ceux qui disent *non* ! sont qualifiés d'extrémistes, d'éléments marginaux et de menace à la sécurité nationale. Ils se font attaquer tout comme le Venezuela contre qui le Canada s'acharne.

De plus, la plainte de Freeland que le peuple vénézuélien s'est vu nier une voix au chapitre survient le lendemain que son gouvernement a privé plus de 5 000 électeurs vénézuéliens résidents au Canada de leur droit démocratique d'exercer leur droit de vote dans l'élection présidentielle en interdisant à l'ambassade du Venezuela à Ottawa et aux consulats vénézuéliens à Toronto et Montréal de mettre sur pied des bureaux de scrutins dans leurs locaux. La raison donnée pour cette grossière ingérence est que le Canada a décidé que l'élection était « illégitime ».

Le Canada a aussi entamé d'autres actions punitives contre le Venezuela. Le lendemain des élections, il a annoncé qu'il réduisait ses relations diplomatiques et limitait ses interactions avec le Venezuela pour s'ingérer dans ses affaires de manière à « faire progresser les principaux objectifs du Canada dans ce pays, comme la promotion de la démocratie et le respect des droits de la personne ». Les autres mesures comprennent:

- l'ambassade du Canada au Venezuela sera dirigée par un chargé d'affaires plutôt qu'un ambassadeur ;
- maintenir en vigueur l'interdiction du Canada de soutenir les demandes d'adhésion vénézuéliennes auprès des organisations multilatérales et internationales ;
- imposer une interdiction sur la coopération militaire bilatérale officielle ;
- interdire aux représentants du gouvernement du Canada d'assister à des réunions et événements internationaux ou bilatéraux organisés par le Venezuela ou tenus dans ce pays ;
- limiter l'envoi d'invitations à de hauts fonctionnaires du gouvernement et à de hauts gradés militaires du Venezuela pour participer à des événements organisés par le Canada ou tenus au Canada, sauf lorsque ces événements se rapportent directement aux priorités stratégiques canadiennes.

Plus récemment, le gouvernement a appliqué des sanctions contre quatorze autres Vénézuéliens - dont beaucoup sont des représentants élus - et il est interdit aux Canadiens d'avoir des relations financières avec eux ou de leur fournir des services. Le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Jorge Arreaza, a dénoncé cette décision comme reflétant « la subordination humiliante de la politique étrangère [du gouvernement canadien] à l'administration raciste et suprémaciste de Donald Trump ».

## **La réponse des États-Unis**

Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo, au nom de l'administration Trump, a qualifié l'élection de frauduleuse et d'une « attaque contre l'ordre constitutionnel et d'affront à la tradition démocratique du Venezuela ». Il a menacé le Venezuela d'« isolement de la communauté internationale » s'il n'abandonne pas sa voie indépendante de ce qui est compris comme la démocratie à l'américaine.

Pompeo a fait allusion au resserrement du blocus économique et financier américain que Trump a ordonné quelques heures auparavant ainsi qu'à la prochaine tentative du Groupe de Lima d'exclure le Venezuela de l'Organisation des États américains lors de sa 48e Assemblée générale prévue les 4 et 5 juin à Washington, comme si le Venezuela ne s'était pas déjà retiré de son propre

gré de l'OÉA. Pompeo a menacé de prendre « des mesures économiques et diplomatiques rapides » pour « soutenir la restauration de sa démocratie » au Venezuela.

Tout ce que les États-Unis et le Canada ont prouvé une fois de plus est qu'ils sont des ennemis du pouvoir populaire et qu'ils feront tout en leur pouvoir pour protéger les droits et privilèges de toutes sortes que les oligarques du Venezuela et d'ailleurs réclament pour eux-mêmes aux dépens du peuple.

Les États-Unis ont fait de même à Cuba en 1960 en déclenchant l'embargo qui s'est transformé en véritable blocus économique, financier et commercial parce qu'il cherchait à détruire Cuba plutôt que de reconnaître le droit du peuple cubain à vivre dans la dignité et comme le maître souverain de son destin plutôt que des esclaves d'un empire corrompu. Selon toutes les circonstances et dans toutes les conditions, Cuba défend ses droits. Peu importe à quel point les impérialistes répètent leurs grands idéaux, qu'en attaquant Cuba ils défendent les droits de la personne des Cubains, il est évident pour le monde entier et surtout pour le peuple cubain, que ce sont eux qui sont les cibles et qui subissent les effets de cette forme perverse de guerre. Et où cela a-t-il mené les États-Unis après 63 ans ? L'ancien président américain Obama a lui-même répondu à cette question lorsqu'il a annoncé le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba en décembre 2014.



(Photos: Telesur, AVN, LML)

## **Le gouvernement du Canada interdit l'entrée à l'équipe de volleyball des Forces armées nationales boliviariennes**

Le gouvernement du Canada a empêché l'équipe de volleyball des Forces armées nationales boliviariennes (FANB) d'entrer dans le pays, a fait savoir vendredi 25 mai le chancelier de la République bolivarienne du Venezuela, Jorge Arreaza.

«En moins d'une semaine, le gouvernement du Canada a refusé le droit de vote aux Vénézuéliens résidant sur son territoire et maintenant, empêche l'équipe de volleyball de la FANB de participer (au Championnat du monde militaire de volleyball). Ce sont des attitudes peu civilisées, obsessionnelles et hostiles, conséquences de la subordination à l'empire», a déclaré le diplomate sur son compte Twitter.

Le ministre de la Défense du Pouvoir populaire Vladimir Padrino López avait twitté : « Nous condamnons l'action inamicale et hostile du gouvernement du Canada qui empêche l'équipe de la FANB de participer au Championnat du monde militaire de volleyball. Cela viole la *Charte internationale de l'éducation physique, de l'activité physique et du sport* de l'UNESCO.»

(Bolivar Infos)

Supplément  
**Le 60e anniversaire du NORAD**  
**Démanteler le NORAD est plus  
urgent que jamais**



---

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*  
Site web: [www.pccml.ca](http://www.pccml.ca) Courriel: [redaction@cpcml.ca](mailto:redaction@cpcml.ca)